



Dans la Fonction publique, poursuivre et amplifier la mobilisation

COMMUNIQUÉ — MONTREUIL > LE 8 MARS 2023

L'acharnement
des
macronistes
constitue
un véritable
dénî de
démocratie.

AVEC L'ENGAGEMENT de la grève reconductible dans plusieurs secteurs et plus de 3 millions de manifestantes et manifestants, la journée du 7 mars a été la plus forte depuis le début du processus de mobilisation engagé pour le retrait du projet de retraite à 64 ans voulu par Macron.

Dans la Fonction publique, le nombre de grévistes a considérablement augmenté, en dépit des restrictions imposées à cette liberté fondamentale. Il se situe à des niveaux historiquement hauts, ce que même les chiffres officiels du ministère n'arrivent pas à masquer.

La grève se poursuit aujourd'hui dans plusieurs secteurs sous des formes diverses, y compris dans la Fonction publique. La CGT Fonction publique salue les grévistes et appelle à prolonger et étendre le mouvement.

Le rejet du projet Macron et le soutien à la mobilisation demeurent massifs dans la population. Les manifestations organisées partout en France aujourd'hui dans le cadre de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes participent elles aussi de ce rejet massif et de la construction du processus de lutte.

L'acharnement des macronistes constitue un véritable déni de démocratie. Les bras d'honneur du ministre de la Justice hier à l'Assemblée symbolisent avec force le niveau d'irrespect des macronistes tant pour l'opposition que pour le Parlement et *in fine* la démocratie.

Ce sont bien le pouvoir exécutif et ses soutiens qui créent les conditions de l'affrontement et pénalisent la vie de toute la population. Leur fébrilité et leur isolement sont tels qu'ils ne convainquent pas leur propre camp et en sont réduits à menacer de sanction leurs députés ne soutenant pas le projet de loi.

L'intersyndicale interprofessionnelle appelle à deux nouveaux temps forts :

- le **samedi 11 mars** avec des manifestations massives,
- la semaine prochaine lors de la réunion de la Commission mixte paritaire du Parlement **(a priori le 15 mars).**

Par la grève, par sa reconduction, par des actions sous des formes diversifiées, la CGT Fonction publique appelle à organiser partout la poursuite de la lutte pour gagner le retrait du projet Macron !